

**Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.**

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 21 NOVEMBRE 2015

1144

1 €

Terrorisme : la responsabilité des grandes puissances

LA BARBARIE À L'ŒUVRE !

Les attentats de Paris revendiqués par l'organisation État Islamique (EI) ou Daech ont fait 129 morts et 352 blessés. Rien, aucune cause, ne peut justifier ces actes de barbarie absolue. Tirer à l'aveugle sur une foule dans une salle de spectacle, abattre ensuite les gens un par un jusqu'à en tuer 89, tirer d'une voiture sur des terrasses de café, se faire exploser ensuite, tout cela pourrait être considéré apparemment comme l'œuvre de fous irresponsables. C'est pire que cela. Ce sont les actes ultimes commandés par une politique de groupes qui utilisent la religion pour imposer la terreur à leurs propres peuples au Moyen Orient, et à tous les peuples.

L'appareil politique à la tête de l'EI voudrait imposer partout une loi qu'il prétend islamique pour que des castes dirigeantes viennent ensuite profiter du pouvoir imposé par les armes et par la terreur. Pour ces raisons ils imposent dans les morceaux de territoires qu'ils contrôlent en Irak et en Syrie, sous peine de mort, l'esclavage des femmes et des principes de vie totalement moyenâgeux, totalement barbares.

Mais qu'ont-ils en face d'eux ? Qu'ont-ils pour les combattre ? Des grandes puissances comme la France, les USA et maintenant la Russie qui, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont mené des guerres et des bombardements dans le monde entier sans discontinuer ! La France et les USA ont instauré la barbarie au Vietnam pendant trente ans pour les intérêts de leurs multinationales et pour contrecarrer l'influence de l'URSS dans la course au partage du monde. En Algérie, pour combattre les indépendantistes de ce pays, l'état impérialiste français a commis les pires atrocités et la torture à grande échelle. Dans le même temps, l'URSS en Hongrie en 1956 brisait par les armes la révolution ouvrière. En 1979 l'armée de l'URSS sema la mort en Afghanistan encore dans une lutte avec les USA pour le partage du monde par pays interposé. Et on ne compte plus les interventions militaires de l'armée française en Afrique pour contrôler ses anciennes colonies et préserver les intérêts de ses multinationales.

Tout cela n'excuse en rien les attentats barbares perpétrés par l'EI. Mais cela permet de faire comprendre qu'aucune solution au terrorisme individuel aveugle ne pourra venir des états impérialistes et autres grandes puissances, aucune. La solution viendra des peuples eux-mêmes, et singulièrement des classes opprimées de tous les pays avec les travailleurs en première ligne. Car pour éradiquer la barbarie d'où qu'elle vienne : qu'elle vienne des terroristes du fondamentalisme islamique ou du terrorisme d'état des grandes puissances qui dominent le monde, il faudra que les peuples, les opprimés se retournent contre leurs propres dirigeants. Il faudra enlever le pouvoir des mains des groupes terroristes, des dictatures arabes qui oppriment leurs peuples en utilisant la religion et qui en un sens nourrissent aussi le fondamentalisme islamique.

"Notre ami le roi", du Maroc, très lié à tous les gouvernements français qui le soutiennent, maintient son peuple sous la férule d'une dictature politico-religieuse. De même les rois et les princes d'Arabie Saoudite et d'autres sultanats du Golfe Persique. Quant aux grandes puissances, elles ont semé le chaos : les USA en Irak, la France en Lybie, bombardée par Sarkozy. Et par là-même elles ont enrichi le terreau sur lequel a poussé l'EI. Elles portent aujourd'hui une lourde responsabilité dans l'insécurité qui règne en France, aux USA, en Angleterre, qu'elles font payer à leurs propres peuples.

Il revient aujourd'hui plus que jamais aux travailleurs des grandes puissances et des pays du Moyen-Orient de trouver les voies pour construire des partis révolutionnaires qui s'opposeront à leurs bourgeoisies, seules bénéficiaires du chaos actuel. Alors, seront possibles d'autres types d'états, socialistes, ceux-là, œuvrant pour les intérêts de tous les opprimés et non plus d'une minorité. C'est la seule voie possible pour que l'humanité sorte de la barbarie.

L'organisation État islamique (EI ou Daesh) est un produit direct du chaos provoqué par les grandes puissances. Les populations du Moyen-Orient, qui sont les premières victimes de la barbarie islamiste, tout comme les français qui sont aujourd'hui frappés, n'ont rien à attendre des gouvernements impérialistes. Daesh est le produit de l'invasion de l'Irak par l'impérialisme américain en 2003. Dans ce pays où les musulmans chiites représentent environ les deux tiers de la population et les sunnites environ un tiers, le renversement du régime de Saddam Hussein s'est soldé par une guerre civile entre milices religieuses. Les unes prétendaient venger la majorité chiite de l'oppression qu'elle a subie sous l'ancien régime, les autres se posaient en défenseurs de la minorité sunnite. Toutes ont massacré des dizaines de milliers de personnes (26 000 morts de 2004 à 2005 selon le Département d'État américain) sous l'œil indifférent de l'administration militaire américaine, qui contrôlait seule le pays.

Par la suite, l'impérialisme américain a mis en place un État fantoche dirigé par des politiciens et des hommes d'affaires chiites. Cela a poussé une nouvelle fraction de la population sunnite dans les bras des milices qui prétendent les défendre. L'EI est la fusion de ces milices avec des

groupes d'officiers de l'armée de Saddam Hussein chassés de leurs postes par les Américains en 2003. À partir de 2012, Daesh a participé à l'insurrection contre Bachar al-Assad en Syrie. Les puissances impérialistes, notamment les États-Unis et la France, ont soutenu les insurgés parce qu'ils voulaient affaiblir al-Assad, un des rares chefs d'État de la région ayant les moyens de ne pas toujours leur obéir au doigt et à l'œil. Ce faisant, ils ont donc directement contribué à armer Daesh. En 2014, Daesh a conquis un tiers de l'Irak et la moitié de la Syrie, un territoire de 230 000 km² où l'organisation fait régner la terreur. Ce fut d'autant plus facile que personne en Irak ne semble prêt à risquer sa vie pour les marionnettes corrompues d'un «État irakien légal» dont l'existence fragile ne repose que sur le soutien américain. Cette barbarie provoquée par ses propres interventions, l'impérialisme est bien en peine d'y mettre un terme. Les principales armées de la région engagées contre l'EI sont celles de la Syrie de Bachar al-Assad et les milices soutenues par son allié, l'Iran. Les rares victoires remportées en Irak contre l'EI sont d'ailleurs le fait de



ces milices chiites directement commandées par des officiers iraniens et non de l'armée irakienne officielle. Mais les États-Unis ne souhaitent pas une victoire totale du régime d'al-Assad et du régime iranien qui échappent à leur contrôle. De plus, une telle victoire les mettrait en porte-à-faux vis-à-vis de certains de leurs alliés, comme l'Arabie Saoudite qui intervient déjà au Yémen contre des groupes armés soutenus par l'Iran. Alors, pour l'instant les grands de ce monde optent pour une cote mal taillée : bombarder pour la forme le territoire contrôlé par l'EI pour montrer leur soutien aux marionnettes qu'ils ont installées au pouvoir en Irak, et laisser les populations soumises à la terreur se débrouiller avec leurs nouveaux maîtres. Après tout, de leur point de vue cynique, c'est une façon comme une autre de continuer à contrôler la région et tant que le pétrole coule à flots, rien ne presse...

**Dimanche 6 et 13 décembre
votez pour les listes Combat Ouvrier :
conduites par G. Joachim-Arnaud en Martinique
et Jean-Marie Nomertin en Guadeloupe !**

Combat Ouvrier présente une liste pour que l'électorat populaire puisse dire tout haut qu'il ne se sent pas représenté par des serveurs de la bourgeoisie possédante : Letchimy, Marie-Jeanne, Petit, Monplaisir en Martinique, Chalus, Lurel, Bernier, Penchard en Guadeloupe. Votez pour les exigences vitales du monde du travail :

- Contre le chômage : l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'embauche des intérimaires et de toutes les catégories de précaires,
- Pour une augmentation générale

des salaires et des retraites protégée par une indexation sur les hausses de prix, des impôts et des taxes,

- Pour la suppression du secret des affaires afin que toute la population puisse constater que les grandes entreprises et les banques pillent toute la société avec la complicité de l'État et que les profits ainsi accumulés par la grande bourgeoisie suffiraient à financer la création d'emplois utiles et à préserver les classes populaires face à la crise de l'économie capitaliste.

Combat Ouvrier se revendique de la tradition

communiste du mouvement ouvrier, pour la mise en commun des richesses et des moyens de les produire. Personne ne pourra se tromper sur le sens des votes pour la liste de Combat Ouvrier. Ils signifieront que le rejet du gouvernement socialiste et des notables locaux soutiens du patronat vient bien des travailleurs!

Les 6 et 13 décembre, envoyez des travailleurs communistes révolutionnaires à la CTM en Martinique et au Conseil Régional en Guadeloupe ! Votez Combat Ouvrier !

Les bulletins de Combat Ouvrier aux élections

Elections régionales des 6 et 13 décembre 2015 - Guadeloupe

COMBAT OUVRIER

Liste conduite par Jean-Marie NOMERTIN

- | | | |
|-----------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| 1. M. NOMERTIN Jean-Marie | 16. Mme MIMI Marie | 31. M. MONDELICE Simon |
| 2. Mme DIKOK Danièle | 17. M. MOLZA Louis | 32. Mme PERCHER Aude |
| 3. M. LAGUERRE Sony | 18. Mme CAPRESSE Joëlle | 33. M. LEDRECK Rudy |
| 4. Mme GEORGES Marie-Anne | 19. M. RÉSOUS Armand | 34. Mme BOUDINE Linda |
| 5. M. TILLÉ Rony | 20. Mme GLORIEUX Irène | 35. M. MONFRET Daniel |
| 6. Mme CASTROT Marie-Agnès | 21. M. GEGFFROY Scraïse | 36. Mme JOLVIERE Marie-Claude |
| 7. M. RIMBON Clotaire | 22. Mme LOYAL Manuella | 37. M. LOYALE Fulbert |
| 8. Mme DAHOMAY Lita | 23. M. POIRAIN Alain | 38. Mme RAMASSAMY Viviane |
| 9. M. LOÏAL Jean-Claude | 24. Mme CÉREL Aline | 39. M. FLETCHER Claude |
| 10. Mme VALENTINO Marlène | 25. M. CHOISI Hector | 40. Mme SVETZ Sylvie |
| 11. M. DEISS Jean-Louis | 26. Mme PERTON Élisabeth | 41. M. C'ÉCÉ Raphaël |
| 12. Mme JACOB Marie-Hélène | 27. M. DAHOMÉ Ernest | 42. Mme PETIT Rosa-Hélène |
| 13. M. FALÉME Daniel | 28. Mme DESBONNES Sylviane | 43. M. BISSOL Christian |
| 14. Mme ESDRAS Monique | 29. M. FORSTEN Claude | |
| 15. M. CABARRUS Jean-Claude | 30. Mme HAGRIGEL Gerly | |

Elections des 6 et 13 décembre Des conseillers à l'Assemblée de Martinique

COMBAT OUVRIER

Liste conduite par

Ghislaine JOACHIM-ARNAUD

- | 1ère SECTION
CENTRE | 2ème SECTION
NORD | 3ème SECTION
FORT DE FRANCE | 4ème SECTION
SUD |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| 1 Mme MARTHE-DITE-SURELLY Marie-Hélène | 1 M. DUFÉAL Gaétan Alex | 1 Mme JOACHIM-ARNAUD Ghislaine | 1 M. JEAN-MARIE Gabriel |
| 2 M. MAUGÉE Louis | 2 Mme FLOBINUS Yolène | 2 M. MAGIT Jean-Jacques | 2 Mme ZAMOR Magalie |
| 3 Mme CARDA Marie-Antoinette | 3 M. ESDRAS Léon | 3 Mme GUETAT Sylvie | 3 M. LOUIS-ALEXANDRE Eric |
| 4 M. GRANVILLE Guy | 4 Mme JOACHIM Thérèse | 4 M. LAMAIN Jean-Joël | 4 Mme JOSEPH-BONIFACE Thérèse |
| 5 Mme COLLOT Annie | 5 M. BRÉDAS Jean-Elie | 5 Mme DIGONAL Rosette | 5 M. JOSEPH Raymond |
| 6 M. BRÉNA Casimir | 6 Mme BROCHE Rosella | 6 M. LOUIS-THÉRÈSE Luc | 6 Mme BASTE Marilyn |
| 7 Mme GINEAU Pascaline | 7 M. BRÉDAS Félix Richard | 7 Mme BERTÉ Romaine | 7 M. TRUXILLO Théodose |
| 8 M. LAMARTINIÈRE Eddy | 8 Mme FORTUNÉ Lucie | 8 M. PIED Rodrigue | 8 Mme JEAN-MARIE Régine |
| 9 Mme BERNE Raphaëlla | 9 M. TATLOT Rose Elle | 9 Mme TOM Ilvire | 9 M. BLÉVINAL Pierre |
| 10 M. GLANNY Yves | 10 Mme MARIE-SAINTE Maryse Laure | 10 M. GUITTEAUD Gilbert | 10 Mme DEPINAY Ruth |
| 11 Mme GRANDVAL Joëlle | 11 M. CINCINNATUS David | 11 Mme MORAND Maguy | 11 M. GERMANICUS Maurice |
| 12 M. GLANNY Sainte-Luce Lucien | 12 Mme DELASSE Josette | 12 M. MORAND Maguy | 12 Mme BAYARDIN Sonia |
| 13 Mme SAINT-LOUIS Sylvie | 13 M. MAROLANY Judicaël | 13 M. MICHE-DIT-LOUMBA Albert | 13 M. CLAVEAU Eric |
| 14 M. MARLIACY Hervé | 14 Mme LAURENÇÉ Luciana | 13 Mme DOUTY Yvette | 14 Mme JOSEPH Sandrine |
| 15 Mme GRATIAN Marlette | 15 M. VÉLAYOUDON Francis | 14 M. HIERSO Gabriel Alain | 15 M. CÉREYON Franck |
| 16 M. ISIERTE Guilhem | 16 Mme BAYARDIN Nadia | 15 Mme FORTUNÉ Anne Marie | 16 Mme GUITTEAUD Josiane |
| 17 Mme DAVIDAS Eliane | | | |

Guadeloupe

La soirée des 50 ans de Combat ouvrier

Le vendredi 6 novembre, notre organisation, Combat Ouvrier, (CO) organisait un rassemblement à l'occasion du 50ème anniversaire de la création du groupe. Plusieurs camarades, parmi les plus anciens, firent un exposé pour raconter comment ils rejoignirent le groupe dès la fin des années 60. La modestie de certains les aura fait omettre de parler de leur emprisonnement, ce que Jean Marie Nomertin, président de séance rappela néanmoins : l'emprisonnement de Louis Maugée de janvier à mai 1981. Celui d'Hugues Dalon en Guadeloupe fut aussi rappelé, tout comme les années de clandestinité de Max Céleste. Tous eurent à subir cette répression en raison de leurs idées.

François Anaïs raconta comment le travail militant du groupe a démarré dans la région de Capesterre-Belle-Eau et particulièrement dans les plantations de banane. Il rappela le rôle de Paul Christophe dont l'activité militante dans le secteur de la banane à Capesterre-Belle-Eau fut essentiel pour poursuivre jusqu'à aujourd'hui une activité militante parmi les travailleurs de la banane. Enfin, Max Céleste expliqua pourquoi en 50 ans nous n'avons pu créer de parti communiste révolutionnaire ouvrier. Il en donna la raison principale : le recul historique du mouvement ouvrier. Il remonta à la dégénérescence de l'état ouvrier russe et à l'élimination systématique des révolutionnaires russes, des militants trotskystes par l'appareil stalinien à partir de 1923. Notre camarade retraça l'histoire du courant communiste révolutionnaire-trotskyiste qui donna naissance à Combat Ouvrier, l'UCI (Union Communiste Internationaliste) fondée par Barta (David Korner) avec des militants comme Vick, (Pierre Bois) qui dirigea la première grande grève de l'après guerre chez Renault. Puis il rappela les premiers contacts pris par le fondateur de CO, Gérard Séné, avec les militants qui aujourd'hui sont organisés autour du nom de leur journal "Lutte Ouvrière" et qui était "Voix Ouvrière" en 1965. Max Céleste déclara que l'avenir tel



Ghislaine JOACHIM-ARNAUD

qu'il se présente à nous aujourd'hui ne permet pas d'entrevoir de perspective révolutionnaire proche, sauf sursaut particulier de la classe ouvrière. Il dit que, malgré tout, notre existence et celle de multiples groupes se réclamant du communisme révolutionnaire, trotskyste, constituait une raison d'optimisme. Mais que la principale source d'optimisme résidait dans la capacité de la classe ouvrière à se relever et à reprendre l'offensive politique, ce qu'elle a toujours fait au cours de son histoire. Le problème c'est que nous ne pouvons savoir quand cette nouvelle perspective historique se présentera.

La salle de Rémy Nainsouta était remplie. Près de 120 personnes, avaient répondu à notre invitation. Au fond de la salle, derrière la tribune, sur écran, la photo de Gérard Séné fut projetée tout au long du meeting. Nos camarades de la Martinique, Louis Maugée, Anne Marie Fortuné, Alex Duféal avaient fait le déplacement. Ghislaine Joachim-Arnaud fut empêchée en raison d'une émission à laquelle elle devait participer dans le cadre de l'élection régionale.

Nous avons voulu marquer lors de cette soirée non seulement le caractère communiste de notre organisation, sa filiation trotskyste mais aussi son caractère antillais et non seulement "martiniquais" ou "guadeloupéen", ce qui pour nous a une importance capitale. Et enfin, comme l'a dit notre



Anne-Marie FORTUNÉ



Lita DAHOMAY

camarade Céleste, ce que nous avons pu faire pendant ce demi-siècle c'est faire émerger et maintenir un courant communiste révolutionnaire au sein de la classe ouvrière antillaise, certes très minoritaire mais qui a pu maintenir le drapeau du communisme révolutionnaire dans la tradition de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Et, a-t-il ajouté, nous avons pu le faire avec tous ceux qui ont fait un bout de chemin avec nous, tous ceux qui encore aujourd'hui demeurent des compagnons de route indispensables. Tous ceux-là nous ont aussi permis d'exister : les sympathisants, les amis de CO. Certains le sont de très longue date. Beaucoup étaient dans la salle. Après avoir entonné l'Internationale, nous nous sommes tous retrouvés dans la deuxième salle autour d'un pot fraternel et de petites choses à manger emmenées par les camarades et les sympathisants.

Guadeloupe

LA CGTG DOIT ENCORE PAYER !

La CGTG (Confédération Générale du Travail de Guadeloupe), a été condamnée, conjointement à deux de ses délégués, à payer 53 472 euros, tous frais confondus, suite au procès en diffamation que lui ont intenté deux des actionnaires de Carrefour Milenis, Jean et Martin Huyghe Despointes.

La CGTG avait en effet écrit dans un tract qui s'insurgeait contre un plan de 28 licenciements dans cette entreprise évidemment prospère, que les Despointes pouvaient prendre sur leurs fortunes personnelles pour maintenir les emplois, et rappelé «*que la famille Despointes a bâti toute sa fortune sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salariat.*» Ce rappel de la manière dont ont été accumulées les grandes fortunes békées a suffi pour entraîner la condamnation en première instance puis en appel et la saisie des comptes du syndicat.

«*Derrière chaque fortune, il y a un grand crime*» écrivait Balzac. Certaines ont commencé

avec un crime contre l'humanité, ce qu'il faudrait taire !

La CGTG a réclamé la possibilité d'étaler le paiement de cette somme extravagante. L'audience a eu lieu le 6 octobre au tribunal d'instance de Pointe-à-Pitre, en présence d'une centaine de militants de ce syndicat. Le jugement rendu le 10 novembre a de nouveau donné gain de cause aux Despointes qui refusaient la possibilité d'étalement. La CGTG a été déboutée et elle devra payer en sus 2000 euros de frais de justice.

Cette nouvelle attaque mesquine est bien révélatrice de la hargne des Despointes contre un syndicat dont le rôle est de défendre les intérêts des salariés contre les abus patronaux.

Tous ceux qui souhaitent soutenir financièrement la CGTG peuvent envoyer leur participation à son siège, 4 cité artisanale de Bergevin, 9110 Pointe-à-Pitre.

Guadeloupe

Réunion publique unitaire pour riposter à l'attaque de Jean et Martin Huygues Despointes

Cette réunion publique s'est tenue le samedi 14 novembre dernier. Les organisations suivantes avaient appelé à sa tenue : le CIPN (Comité International des Peuples Noirs), le FKNG (Fos pou Konstui Natyon Gwadeloup), avec la participation de Combat Ouvrier, de la CGTG, du journal *Rebelle !*. Devant une centaine de participants réunis dans la salle de Rémy Nainsouta, Luc Reinette qui présidait le meeting a demandé à chaque organisation cinq minutes d'intervention. Plusieurs organisations ont proposé de mener des actions unitaires pour

riposter à l'attaque des Despointes contre la CGTG. Ces riches békés avaient porté plainte en diffamation contre la CGTG qui dans un tract avait déclaré que ces capitalistes tiraient leur fortune de leurs ancêtres esclavagistes. Ils ont obtenu gain de cause et la CGTG a été condamnée à plus de 53 000 euros d'amende pour avoir simplement énoncé une vérité.

Lors du débat plusieurs interventions allèrent dans le sens de riposte à cette attaque patronale digne de la plus belle époque du colonialisme.

Martinique

De Reynal adresse les demandes des patrons aux futurs élus de la CTM : il sait à qui il s'adresse !

Dans une longue interview parue dans le journal France Antilles du 13 novembre, Emmanuel de Reynal, président de l'association patronale Contact-Entreprise présente les demandes des patrons aux futurs élus de la Collectivité Territoriale de la Martinique. «*Ce que nous attendons de la nouvelle Collectivité c'est qu'elle déclenche un choc de confiance. On est vraiment dans l'attente de décisions fortes en faveur de l'entreprise... Il faut que la Collectivité territoriale déclenche ce choc de confiance.*». Puis s'agissant de la capacité d'investissement des Collectivités, De Reynal a, là encore, quelques suggestions à faire aux élus. Parlant des 4000 agents, il indique que la collectivité devra «*optimiser ses charges*», «*gagner en efficacité*». Une autre façon de dire que les charges salariales devront être revues à la baisse pour laisser plus de marges aux investissements qui alimentent le secteur privé. Et De Reynal poursuit : «*Dans toutes les îles voisines, (...) ce sont les élus qui vont chercher les entrepreneurs. Ils leur demandent ce qui leur manque et comment les aider.*».



Serge LETCHIMY

Plus d'aides, de sollicitude et de subventions ! Voilà les demandes des patrons pour se trouver en confiance pour investir. C'est le langage des patrons en direction des élus qui ont l'habitude d'être à leur service.

En définitive, De Reynal n'a rien inventé. S'il a parlé ainsi c'est qu'au préalable les dirigeants politiques, qu'il s'agisse du «*Gran sanblé*» de Marie-Jeanne ou de «*Ensemble pour une Martinique Nouvelle*» de Letchimy, se sont déjà adressés au patronat au cours de leurs différents meetings durant cette campagne électorale, en leur assurant qu'ils seront à leur service.

S.A Bologne : les salariés ont fait reculer la direction

En grève depuis le 3 novembre dernier, les salariés ont repris le travail le mardi 17 novembre 2015. Ils s'opposaient au licenciement sans motif de deux cadres jugés trop proches d'eux par la direction. L'une des cadres déjà licenciée après 35 ans d'ancienneté pour faute lourde n'aurait pas pu bénéficier des indemnités de licenciement et la procédure était en cours pour l'autre cadre qui a 16 ans d'ancienneté et qui était en congé maladie.

Après 10 jours de grève, la direction a reculé et s'est dit prête à payer des indemnités liées à la rupture du contrat de travail pour la cadre. Cette dernière a préféré faire appel aux prud'hommes mais pourra prétendre aux indemnités de chômage, ce qui prouve bien que

la direction avait inventé des fautes lourdes qui n'existaient pas. L'autre salarié a préféré porter plainte contre la direction et aux Prud'hommes.

La direction a accepté de prendre en charge 50 % des jours de grève, ce qui donne 4 jours pour les salariés et 4 jours sa charge. Le travail a donc repris ce mardi, mais pour les salariés, c'est une victoire car même si la direction n'est pas revenue sur les licenciements, elle a enlevé le motif de faute lourde. Les travailleurs ont fait la démonstration qu'ils peuvent se mobiliser et faire reculer la direction et c'est un avertissement lancé à la direction pour lui démontrer qu'ils sauront se défendre si elle envisage de les attaquer par la suite.

Jarry, grève des agents d'IDEX-Énergie 971

Le 3 novembre les travailleurs d'IDEX-Énergie 971 se sont mis en grève en même temps que le mouvement d'action de la CGTG à Milenis dont ils étaient solidaires. Ils ont pour tâche le traitement des fumées toxiques de la centrale électrique du groupe Contour Global à Jarry.

Ils revendiquent le respect des conditions de sécurité face aux risques électriques et ont déposé plusieurs plaintes à ce propos auprès de la Gendarmerie, sans résultat pour le moment.

IDEX-Énergie 971 ne se contente pas de mettre en danger la vie de ces agents, elle empoche depuis 2013 des sommes qui leur reviennent. Ceux-ci relèvent en effet de l'accord de branche des IEG (Industries électriques et gazières). En 2002 puis en 2011, il

y eut une grève de la Centrale Thermique du Moule, la CTM, pour l'application de ce statut. Depuis septembre 2013, IDEX-Énergie Antilles, maison mère d'IDEX-Énergie 971, perçoit de Contour Global une compensation financière lui permettant d'appliquer le Statut National des IEG. Les grévistes ne bénéficient d'aucun des droits liés à ce statut.

Le directeur d'IDEX-Énergie 971 a quitté la table de négociations samedi 7, il ne veut rien entendre.

Face à ce comportement de voyou spoliant le personnel, les agents reconduisent la grève chaque jour. Ils sont dans leur bon droit et restent déterminés. Ils ont le soutien de leurs camarades de la centrale.

On ne peut pas se contenter du «job-dating»

Le 13 novembre la Milcem (Mission locale du centre de la Martinique) organisait un "job dating" au centre commercial de la Galléria, au Lamentin. "Job dating", c'est une session où des jeunes, entre 16 et 25 ans doivent venir quémander, en 10 minutes maximum, un emploi auprès des enseignes de la galerie commerciale. Et "emploi" est un bien grand mot, puisque la plupart de la centaine de postes à pourvoir étaient des emplois précaires, à durée déterminée, pour le surcroît d'activité des fêtes de fin d'année.

Autrement dit, ce n'est que pour faire des paquets-cadeaux, recharger des rayons, etc. Pour ces quelques jours en décembre, on a demandé aux candidats de participer à des "ateliers de préparation", organisés la veille par la Milcem. Car, bien sûr, pour pouvoir espérer quelques jours de salaire, il faut savoir se vendre, savoir soigner sa "présentation-image", son CV, sa "force de conviction".

Alors qu'avoir un emploi et un salaire sont une nécessité vitale, donc devrait être un droit élémentaire, la situation de chômage de masse actuelle impose à des jeunes de se mettre

en concurrence, pour ce qui n'est qu'un "djob", pas même un vrai travail.

Une des entreprises présentes à la Galléria est l'Hyper U, exploitée par le groupe Robert Parfait, présent en Martinique dans d'autres hypermarchés et dans la distribution automobile, etc., fournira quelques jours de boulot. La revue Challenges évalue en 2015 la fortune de Robert Parfait et sa famille à 100 millions d'euros.

Avec d'autres groupes de même taille ou plus grands encore, celui de Bernard Hayot par exemple, ces capitalistes, s'ils y étaient contraints, pourraient créer des centaines, voire des milliers d'emplois durables, sans écorner notablement leurs bénéfices et leurs fortunes. Au lieu de les contraindre, l'administration, les politiciens complaisants qui sont aux affaires, applaudissent à leurs opérations de saupoudrage comme ce "job-dating". La presse n'est pas en reste d'applaudissements. La jeunesse, elle, avec ses aînés dans le monde du travail, devra retrouver le chemin des luttes pour contraindre le grand patronat à embaucher.

A GÉANT- Batelière et GÉANT-Robert, les employés en grève !

Depuis vendredi 13 novembre 2015, les employés de la société «H Alimentation» située à Batelière ont cessé le travail pour obtenir une augmentation de salaire de 50 euros nets par mois ainsi que le maintien de leur prime de transport. Samedi 14, ce sont les employés de la société SDRO située au Robert qui ont cessé le travail pour réclamer également une augmentation du salaire nette de cinquante euros dès le mois de novembre 2015. Ces deux sociétés sont connues du grand public sous le nom de GÉANT Batelière et GÉANT Robert et sont toutes les deux la propriété de Charles Ho Hio Hen. Elles font donc partie du groupe qui possède les enseignes Casino, Ecomax, etc. Dès les demandes des employés connues, les directions respectives des deux centres commerciaux ont entonné le même refrain. C'est celui que connaissent tous les salariés qui demandent une augmentation de salaire, même infime, à leurs patrons : les finances de la société ne le permettent pas car il n'y a pas de bénéfice. Or les employés des deux centres qui se font exploiter pour certains depuis plus de vingt ans et dont le salaire net ne dépasse pas 1200 euros ont vu croître la fortune de ce capitaliste qui se plaint à se présenter comme un patron proche de ses employés et différents des autres patrons. Afin de montrer leur détermination, les employés des deux centres ont bloqué les

accès à la partie supermarché sans perturber l'accès des clients aux autres entreprises (pharmacie, restaurants, banques, etc.) situées dans le complexe.

Il n'empêche qu'un pharmacien situé à Batelière s'est plaint sur une radio de la baisse de son chiffre d'affaires de 30% et craignait une chute plus importante si le mouvement durait. Il ne s'en est pas pris aux salariés, les gendarmes qui ont été appelés sur les deux sites non plus. Des huissiers sont intervenus sur les lieux y compris le dimanche 15. Les directions ont tenté de manipuler les employés de chaque centre en leur disant que dans l'autre centre, les négociations avaient avancé et que les parties étaient sur le point de signer un accord. Mais cette manœuvre n'a pas marché. Au contraire, les employés des deux centres, lors d'assemblées générales tenues sur les deux sites le samedi 14, ont voté le principe de se rencontrer le dimanche pour renforcer leur lutte. C'est ainsi que le dimanche 15 dans l'après-midi, une centaine de salariés s'est retrouvée au Robert pour discuter et coordonner leur action. A cette rencontre avaient été conviés deux délégués de MULTIGROS, également pro-



priété de Ho Hio Hen. Sur place, ils ont réaffirmé leur détermination à obtenir une augmentation de 50 euros nets, tant à Batelière qu'au Robert. En outre, ils ont mis en place une seule équipe comprenant des employés des deux sociétés chargée de négocier avec les directions de Batelière et du Robert.

Lundi 16, lors de la reprise des négociations, les employés ont pu constater que les directions avaient un peu infléchi leur position, sans toutefois venir totalement sur celles des employés. Ces éléments ont renforcé la détermination des employés.

Au jour où nous écrivons, le mouvement se poursuit.

DH : les employés ont obtenu une augmentation de 65 euros dont la moitié à effet au 1er octobre 2015 et l'autre moitié au premier mars 2016. Ils ont gagné leur lutte !

Basse Pointe, menaces de licenciements intolérables

Sur les habitations Leyritz Béranger-Sénécourt, à Basse Pointe, les ouvriers agricoles qui y travaillent sont inquiets pour leur avenir.

A la suite du décès le mois dernier de l'ancien patron de l'habitation, Joseph De Meillac, la veuve, gérante de l'habitation, n'a pas attendu pour annoncer des mesures de licenciements économiques.

Ainsi, sur l'habitation Leyritz, 7 salariés sur les 15 que compte l'entreprise sont menacés de licenciement. Sur Sénécourt, 13 salariés sur 20 risquent de se retrouver eux aussi à la rue. Ce qui fait un total de 20 salariés qui risquent d'être privés d'emploi.

Il semblerait que les héritiers ne veulent pas poursuivre l'activité sur les habitations et veulent réduire de 20 à 10 hectares l'exploitation bananière. Donc ils cherchent à se débarrasser d'une partie du personnel. En fait les ouvriers ne savent toujours pas ce qui se cache derrière les tractations en cours.

Les ouvriers qui ne veulent pas se retrouver sur le carreau sont d'autant plus méfiants, que, comme ils le disent eux-mêmes, la direction a déjà pris ce genre de décision concernant la diminution des effectifs, par le passé.

Le jeudi 12 novembre, la gérante a tenu une première

réunion d'information avec les délégués du personnel en présence d'une inspectrice du travail. A l'issue de cette réunion l'inspectrice du travail a demandé à la gérante de revoir sa copie du plan qu'elle présentait, parce que sa décision avait l'air d'être un peu précipitée. Autrement dit elle était bien trop pressée de se débarrasser d'une partie du personnel.

Les ouvriers quant à eux, sont sur leurs gardes. Ils veulent que la direction trouve une solution pour les reclasser. Pour eux, c'est bien le minimum après toutes ces années où ils ont travaillé dur pour enrichir les De Meillac.

Emplois d'avenir ? Quel avenir ?

Mardi 10 novembre, Mme Marie-Thérèse Casimirus, maire de Basse-Pointe, membre du PPM (Parti Progressiste Martiniquais - fondé par Aimé Césaire) de Serge Letchimy, a animé une réunion sur les "emplois d'avenir". Elle s'est tenue en présence de deux représentants de Pôle Emploi. Le journal France-Antilles, qui rapporte cette réunion dans son édition du 12 novembre, ne dit pas combien de chefs d'entreprise y ont assisté, encore moins combien comptent embaucher dans le cadre des "emplois d'avenir", et n'auraient pas embauché sans cela.

Car les "emplois d'avenir" sont en panne en Martinique. 1228 ont été signés en 2014. Et sur ces 1228, un chiffre faible par rapport aux dizaines de milliers de chômeurs en Martinique, combien étaient une vraie embauche ?

Car ces emplois sont surtout temporaires, à durée déterminée. Un employeur du public n'a pas le droit d'en proposer à durée indéterminée ! Et l'emploi n'est pas forcément à plein temps. Le minimum est de 17h30 par semaine.

Il s'agit pour les employeurs d'embaucher des jeunes de moins de 25 ans et 30 ans s'il s'agit d'un travailleur handicapé,

en percevant une aide financière de l'État pouvant aller jusqu'à 75% du salaire, avec souvent en plus, des exonérations de taxes et de cotisations sociales.

Malgré ces cadeaux, les patrons ne se bousculent pas. Et si la mairie de Basse-Pointe prévoit paraît-il, avec quelques associations, cinquante recrutements, beaucoup seront de nouveau au chômage dans quelques mois.

Le gouvernement Hollande-Valls et ceux, du PPM ou d'ailleurs, qui le soutiennent ici, prétend faire du chômage sa priorité. Il ne convainc que les plus crédules.

En Haïti, l'opposition à M. Martelly a manifesté dans les rues de la capitale pour contester les résultats du premier tour de l'élection présidentielle annoncés le 5 novembre par le Conseil électoral provisoire (CEP). Les candidats et leurs sympathisants dénoncent la manipulation du scrutin par le pouvoir en place : Jovenel Moïse choisi par Michel Martelly pour représenter son parti aux élections, a été annoncé en tête avec plus de 32% des suffrages suivi de Jude Célestin de la Ligue alternative pour le progrès et l'émancipation haïtienne (Lapeh), poulain de René Préal.

Un résultat inacceptable pour les partisans de la Fanmi Lavalasse de JB Aristide, Lapeh de René Préal et Pitit Desalin de Jean Charles Moïse.

Chacune de ces organisations a mis ses troupes dans les rues lors de manifestations séparées et ils ont été plusieurs milliers à cracher leur refus de ces résultats. Le Premier ministre Evans Paul affirme qu'il est ouvert à la requête de sept candidats à la présidence et de certains des observateurs qu'une commission indépendante vérifie le résultat préliminaire contesté. La population travailleuse se retrouve une nouvelle fois prise dans les batailles entre des partisans qui se partagent les postes électoraux.

Les habitants des quartiers populaires ainsi que les ouvriers de la zone industrielle ne se sont pas mobilisés derrière ces bannières car ils affrontent une autre situation dans plusieurs quartiers de la capitale. Il s'agit d'hommes en armes, des nervis des partis

politiques, des policiers qui profitent du climat de répression déclenché par la période électorale pour attaquer la population. Sur les ondes il y a eu plusieurs témoignages des cambriolages où des bandits ont défoncé les maisons, tirant sur les habitants, blessant les enfants. Des femmes et des enfants ont été victimes de violences sexuelles.

Dans certains quartiers, pour se défendre des habitants ont constitué des brigades de vigilance en s'armant de machettes, couteaux et tout ce qui peut être utilisé comme arme. Ainsi, à Pétionville un individu a été tué par une brigade de vigilance. Le chef de la police a décrété une interdiction de créer des brigades pour éviter que cette méthode de contrôle du quartier par la population



contre les voleurs et les bandits ne débouche sur une mobilisation populaire plus large.

Pour la classe ouvrière et les masses pauvres haïtiennes, ces élections restent une mascarade qui n'améliorera en rien leur sort. Leurs intérêts n'étaient pas représentés par

aucun des 54 candidats à la présidence, ou des milliers d'autres candidats au Sénat, à la députation et à la mairie. Rien à voir avec les intérêts de la population pauvre qui le jour où elle choisira de se mobiliser saura se donner les moyens pour se défendre et contrôler le pouvoir.

La Révolution Russe

Le 7 novembre 1917, il y a 98 ans, les ouvriers et paysans révolutionnaires ont renversé leurs dirigeants et ont pris le pouvoir en Russie pour mettre fin à des siècles de barbarie et d'exploitation.

Pour comprendre à quel point cette révolution a changé le sort des masses pauvres de Russie, il faut voir comment était ce pays avant la révolution de 1917.

C'était un vaste pays arriéré. La grande majorité de la population ne savait ni lire ni écrire et la Russie connaissait un gros retard de développement par rapport aux autres pays capitalistes comme la France ou l'Allemagne. À la tête du pays se trouvait le Tsar, l'empereur de Russie qui gouvernait et maintenait la population sous le servage, une forme d'«esclavage», qui n'a été aboli qu'en 1860 c'est-à-dire 12 ans après l'abolition de l'esclavage aux Antilles. C'est dire à quel point le pays était arriéré ! Il y avait quand même quelques usines modernes en Russie ce qui a permis le développement de l'industrie et d'une classe d'ouvriers qui y travaillaient. Lorsque la boucherie de la Ière guerre

mondiale a démarré en 1914, l'empereur de Russie a envoyé des millions de paysans mais aussi des ouvriers pour se battre comme soldats. La situation était extrêmement difficile au front et aussi pour la population pauvre à l'arrière qui souffrait des privations et mourait de faim.

En février 1917, des ouvriers, des paysans pauvres et des soldats en garnison descendirent dans les rues de St Petersburg pour demander du pain, la fin de la guerre et le partage des terres. Ils ne voulaient plus du tsar ! Et cette insurrection força le tsar à partir.

Puis, la bourgeoisie russe (qui s'est enrichie grâce au commerce et à l'industrie) prit le pouvoir pour créer un état capitaliste et continuer à exploiter les classes pauvres de Russie.

Sauf qu'en même temps, les exploités commencèrent à s'instruire, discuter, lire des journaux, se politiser bref, à réfléchir sur leur place dans la société. Dans chaque usine, les ouvriers élurent des représentants prêts à défendre leurs intérêts et ces représentants se retrouvèrent

dans des assemblées que les travailleurs appelèrent Soviets (Conseils ouvriers). Les paysans pauvres et les soldats eux aussi élurent leurs Soviets. Ces Soviets couvrirent rapidement l'ensemble du pays et commencèrent à organiser la vie de toute la société (répartition de la nourriture, des vêtements etc.).

Au début de l'année 1917, le parti communiste, qui s'appelait alors le parti bolchevik, était minoritaire. Il existait depuis 1903 et rassemblait des ouvriers, des intellectuels qui militaient pour que les exploités mettent fin à la société capitaliste et organisent une nouvelle société basée sur la mise en commun de toutes les richesses : une société communiste.

Plus les travailleurs se radicalisaient, plus ils rejoignaient les idées du parti bolchevik. Les ouvriers se sont armés contre la bourgeoisie en place puis l'on renversée définitivement au soir du 7 novembre 1917 en prenant le palais d'hiver, siège du gouvernement, sans effusion de sang. Ils prirent le contrôle des usines et des fortunes des capitalistes, ils légalisèrent le



partage des terres entre les paysans en expropriant les gros possédants. Ils signèrent la paix et surtout ils firent un appel aux ouvriers de tous les autres pays pour qu'ils déclenchent aussi leur révolution. L'État ouvrier russe a duré 6 ans et a sorti la Russie de son arriération. C'est une bonne réponse à tous ceux qui disent que les travailleurs ne sont pas capables de changer la société. La classe ouvrière russe a donné l'exemple aux exploités du monde entier y compris ceux des Antilles. Même si cette révolution a presque un siècle, les idées communistes révolutionnaires n'ont jamais été d'autant d'actualité, car aujourd'hui encore une minorité de riches capitalistes font la pluie et le beau temps partout sur la planète avec les

dégâts que l'on sait sur la vie de chaque exploité !

Guadeloupe

Échos des entreprises ... Échos des entreprises ...

L'ÉCHO DE L'AÉROPORT

BRINK'S / SOCIÉTÉ AÉROPORTUAIRE : UNE MACHINE EN PANNE...

Depuis une semaine, au Régional, nous devons transporter les colis hors normes à la main. La machine est hors service. Il semble que la société aéroportuaire soit responsable de la non-remise en route de la machine à cause d'un problème d'onduleur.

En attendant, deux choses : d'abord à l'heure où les hôpitaux sont remplis de travailleurs souffrant du mal de dos, nous voyons que nous prenons des risques inutiles.

... MET LA BRINK'S EN SOUS-EFFECTIF

Ensuite ce genre de situation qui se renouvelle souvent nécessite un plus grand nombre d'agents. Immédiatement, cela nous met en sous-effectif. Et pourtant la direction veut licencier !

BRINK'S : DES LICENCIEMENTS SANS AUCUN FONDEMENT...

Les comptes de la société ne justifient pas une diminution des effectifs. L'aéroport se vante toujours d'augmentation du nombre de voyageurs. Y aurait-il moins de bagages à contrôler ?

ÉCHO DE PÔLE EMPLOI

UN BON DÉSORDRE POUR COMMENCER À RÉTABLIR UN PEU D'ORDRE

Il aura donc fallu un désordre pour que la direction commence enfin à apporter des solutions, partielles, à plusieurs collègues placardisés depuis des années parfois. Malheureusement, il y en a combien d'autres qui souffrent sans rien dire. Il ne tient qu'à eux de faire sauter le mur du silence !

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

La direction a essayé, c'est raté ! Au lieu de répondre collectivement aux questions posées par la délégation de la CGTG, elle avait pourtant bien tenté de convoquer en catimini chaque collègue.

CASSE DE NOS MÉTIERS, À QUAND LE PLAN SOCIAL ?

Les collègues de l'indemnisation sont en train de se demander que va devenir leur métier avec le tournant radical pris par Pôle emploi : les demandeurs d'emploi s'inscriront par internet, et tout un pan du calcul des droits sera externalisé.

LA VIOLENCE AU QUOTIDIEN, C'EST EUX !

A peine vient-on d'achever l'expertise sur les conditions de travail que les violences de la direction se poursuivent contre nous. Jules César passe en boucle dans les agences pour annoncer la nouvelle politique de Pôle emploi.

En oiseau de mauvais augure on ne fait pas mieux.

LA BALLE EST DANS NOTRE CAMP !

Il ne faut pas être grangrèk pour voir où veut en venir la direction, avec l'aval des politiques qui nous dirigent : supprimer des emplois, externaliser un maximum de missions et faire diminuer les chiffres du chômage. Allons-nous rester encore longtemps à subir sans réagir ? C'est la seule vraie question qui vaille la peine d'être posée !

ILS MENTENT COMME ILS RESPIRENT

On ne reproche pas aux cadres supérieurs de Pôle emploi de mentir. Mais au moins, faites un effort, mentez bien. Même pour des peccadilles, ils racontent n'importe quoi. Tout en oubliant, souvent, qu'en Guadeloupe, tout fini par se savoir. Du DR en passant par la fille de... jusqu'aux DRA et DT, carton rouge !